Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

36 | 2008

**L'enquête judiciaire et ses récits - Mots, violence et
politique - Varia**

Des bruits qui courent aux mots qui tuent. Rumeurs et violences dans le Gard en 1815

Pierre Triomphe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2612>

DOI : 10.4000/rh19.2612

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 59-73

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Pierre Triomphe, « Des bruits qui courent aux mots qui tuent. Rumeurs et violences dans le Gard en 1815 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 36 | 2008, mis en ligne le 03 juillet 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2612> ; DOI : 10.4000/rh19.2612

Tous droits réservés

PIERRE TRIOMPHE

*Des bruits qui courent aux mots qui tuent.
Rumeurs et violences dans le Gard en 1815*

Les guerres mondiales ont stimulé les recherches sur les rumeurs. Les historiens se sont rapidement intéressés à un territoire initialement exploré par Marc Bloch dans un célèbre article de 1921 sur les fausses nouvelles de guerre puis par Georges Lefebvre dans son étude sur la Grande Peur¹. À l'instar de ces précurseurs, d'autres auteurs se sont ensuite consacrés aux moments de crise, comme les changements de régime ou les conflits². Ils s'avèrent particulièrement féconds en rumeurs de toutes sortes, qui dévoilent les traumatismes de l'inconscient collectif³ et révèlent un imaginaire⁴ qu'elles contribuent à transformer⁵. Le mode de diffusion de ces rumeurs a également retenu l'attention d'autres historiens, de même que les motivations des acteurs qui les colportaient⁶. Dans cette optique, ce n'est pas l'écart entre la nouvelle ainsi propagée et la réalité « objective » qui définit la rumeur, mais le fait qu'elle circule en l'absence de toute confirmation officielle, voire en dépit de démentis des autorités. C'est cette acception que nous retiendrons dans le cadre de cette étude⁷.

1. Marc Bloch, *Réflexion d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Paris, Allia, 1999 (initialement paru dans la *Revue de synthèse historique* en 1921) ; Georges Lefebvre, *La Grande Peur de 1789*, suivi de *Les foules révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 1988 (1^{re} édition 1932).

2. La Première guerre mondiale continue d'attirer l'attention, voir John Horne, « Les mains coupées : « atrocités allemandes » et opinion française en 1914 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 171, 1993, p. 29-45.

3. Ces travaux s'inscrivent dans un « paradigme psychopathologique » selon Philippe Aldrin, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, p. 40 et suivantes.

4. Voir Yves-Marie Bercé, *Histoire des croquants*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 273 et suivantes. La rumeur peut aussi dévoiler des évolutions, elle constitue « une forme d'entrée en politique pour les plus démunis » selon Arlette Farge, « Rumeur, espace et société au XVIII^e siècle », dans Françoise Reumaux [dir.], *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 67-74, p. 68 pour la citation.

5. « La rumeur est à la fois symptôme et agent : produit de l'imaginaire d'une société ou d'un groupe, elle contribue, en se diffusant, à entretenir, à alimenter, à façonner cet imaginaire », François Ploux, *De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Flammarion, 2003, p. 12. L'introduction de cet ouvrage contient une étude plus approfondie de l'utilisation des rumeurs par les historiens.

6. Ce que Philippe Aldrin appelle le « paradigme transactionnel », Philippe Aldrin, *Sociologie politique...*, ouv. cité.

7. Pour plus de détails, voir Michel-Louis Rouquette, *Les rumeurs*, Paris, Presses universitaires de France, 1975, p. 103.

Le rapport entre rumeurs et violences a également inspiré divers travaux, notamment l'ouvrage devenu classique d'Alain Corbin sur le crime d'Haute-faye⁸. Il est particulièrement manifeste lors de la Terreur blanche gardoise, où les « fausses nouvelles » présentent une singularité essentielle : au lieu de se contenter de circuler dans un milieu homogène, elles parcourent deux communautés antagonistes, qui les répercutent, les déforment et les amplifient à tour de rôle au cours de cette période. Tous les récits consacrés aux exactions que connaît le Gard en 1815 signalent les « faux bruits » qui circulent alors et la crédulité des foules, mais ils ne s'appesantissent pas sur le sujet. Ils partagent généralement « l'idée que les gouvernants se font de la nature de la rumeur, perçue comme le fruit de l'exploitation par la malveillance de la crédulité supposée des masses populaires »⁹, ce qui amène ces auteurs à privilégier l'explication par une théorie du complot. Au XIX^e siècle, elle sous-tend l'abondante production pamphlétaire consacrée aux événements gardois qui nourrit la lutte entre la Jeune et la Vieille France. Alors que celle-là dénonce, unanimement ou presque, des crimes monstrueux préparés par une conspiration royaliste et facilités par l'antiprotestantisme viscéral des catholiques, celle-ci n'y voit que des vengeances certes illégales, mais légitimées par les exactions perpétrées par les auteurs du complot bonapartiste et leurs séides. Ces thèses apparaissent dès les débuts de la Restauration, où les polémiques sont particulièrement vives. Elles connaissent un paroxysme en 1818, avec l'engagement d'acteurs locaux mais aussi de journaux et d'hommes politiques nationaux. Alors que, dans le Gard, l'approche des élections ravive les controverses sur les événements de 1815, à l'échelle nationale l'essor du libéralisme et la plus grande liberté de la presse s'accompagnent de virulentes controverses¹⁰. Les ouvrages publiés à cette occasion, en dépit de leurs exagérations et de leurs contre-vérités, constituent une source d'information irremplaçable, car leurs auteurs, souvent témoins ou acteurs des événements, ont fréquemment mené des enquêtes sur le terrain¹¹ et eu recours à des documents aujourd'hui perdus. Avec la réaction qui suit l'assassinat du duc de Berry en 1820, le sujet perd de son acuité, mais il continue d'inspirer régulièrement des écrits tout aussi véhéments jusqu'aux années 1870. Un auteur légitimiste affirme ainsi que « l'apparence douceuse » des protestants « cache au fond la cruauté d'un tigre dévoré par la soif du sang »¹².

8. Alain Corbin, *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990.

9. François Ploux, *De bouche à oreille...*, ouv. cité, p. 47.

10. Par exemple l'ouvrage d'un avocat libéral, Charles Durand, *Marseille, Nîmes et ses environs en 1815*, Paris, Poulet, 1818, 3 volumes, et la réponse anonyme d'un ultra, *L'impartial ou réfutation de l'écrit intitulé : Marseille, Nîmes et ses environs, en 1815*, Nîmes, Gaude fils, 1818. D'autres ouvrages seront mentionnés ultérieurement. La presse parisienne accorde aussi une grande importance à l'événement, la *Minerve française* ou le *Drapeau Blanc* y consacrent de nombreux articles, parfois signés par les noms prestigieux de Benjamin Constant ou de François-Régis de La Bourdonnaye.

11. Rapports du préfet d'Argout au ministre de la police Decazes, notamment les 19 février et 10 mars 1818, Arch. nat. (Archives nationales), F7 9051.

12. E.-D. Dufour, *Catholiques et Protestants. Parallèle entre la conduite de ceux de Nîmes (Gard) depuis les premiers temps de la Réforme jusqu'à nos jours*, Paris, Pitrat, 1852, p. 15. Les légitimistes s'attachent surtout à réfuter toute analogie avec la période jacobine, voir Louis de Lanciel, *Terreur rouge et terreur*

Les débuts de la Troisième République et la disparition progressive de la Vieille France rendent le sujet moins passionnel ¹³, la démarche historienne se veut plus scientifique. Parmi ces nouvelles études qui incluent souvent l'analyse du cas gardois dans l'ensemble des violences du Midi, voire de la répression légale qui suivit les Cent-Jours, les ouvrages d'Ernest Daudet et d'Henri Houssaye demeurent des références indispensables à toute étude factuelle. Des travaux plus récents, souvent anglo-saxons ¹⁴, ont approfondi l'interprétation des événements ¹⁵. Tout en cherchant à établir un bilan précis des événements en dépit des lacunes des sources officielles – une centaine de morts selon David Resnick ¹⁶ –, ces ouvrages ont permis d'en dévoiler les causalités socio-économiques et culturelles ¹⁷, et de mettre en lumière ce que les pamphlétaires de la Restauration soulignaient déjà : le poids du passé révolutionnaire et celui des guerres de religion lors des événements de 1815 ¹⁸. Tous ces auteurs continuent d'accorder un rôle majeur à la thèse libérale du complot royaliste ; or le rôle de cette conspiration est fortement relativisé par l'étude des rumeurs.

La vague de violence de 1815 prenant tout son sens dans un contexte rumorale inauguré lors de la première Restauration, il nous faudra tout d'abord préciser pourquoi le contexte gardois s'est avéré particulièrement propice à la propagation de rumeurs, avant de suivre leur prolifération sous les différents régimes qui se succèdent de 1814 à 1815.

blanche, Paris, Dentu, 1864. Dans le camp républicain, signalons la parution de petits pamphlets lors des crises politiques : Eugène Despois, *La Terreur Blanche et les Bourbons, 1815-1816*, Paris P. Martinon, 1849 ; A. de Rolland, *Histoire populaire de la Terreur Blanche*, Paris, Sagnier, 1873.

13. De même d'ailleurs que l'historiographie locale de la Révolution, voir Valérie Sottocasa, *Mémoires affrontées. Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc*, Rennes, PUR, 2004, p. 340.

14. Outre-Manche, la persécution religieuse du Midi suscite débats et enquêtes, privées ou officielles, à l'origine de nombreuses sources. Voir Daniel Robert, *Les Églises réformées en France (1800-1830)*, Paris, Presses universitaires de France, 1961, p. 285-290 et surtout Alice Wemyss, « L'Angleterre et la Terreur blanche de 1815 dans le Midi », *Annales du Midi*, 1961, p. 287-310.

15. Ernest Daudet, *La Terreur blanche, épisodes et souvenirs de la réaction dans le Midi en 1815, d'après des souvenirs contemporains et des documents inédits*, Paris, Quantin, 1878. L'auteur y manifeste une certaine compréhension pour les royalistes. Ce n'est pas le cas d'Henri Houssaye, *1815*, Paris, Perrin, 1899-1905, 2 volumes. Parmi les ouvrages postérieurs, il faut signaler la (courte) synthèse de Daniel Resnick, *The White Terror and the Political Reaction after Waterloo*, Cambridge, Harvard University Press, 1966. On trouve également une analyse fouillée des événements gardois dans Daniel Robert, *Les Églises réformées...*, ouv. cité, p. 270 et suiv.

16. Daniel Resnick, *The White Terror...*, ouv. cité, p. 53, estimation généralement reprise par les historiens.

17. Voir l'ouvrage majeur de Gwynne Lewis, *The Second Vendée. The Continuity of Counter-Revolution in the Department of the Gard, 1789-1815*, Oxford, Clarendon Press, 1978. L'auteur considère le royalisme gardois comme une lutte, à certains égards désespérée, des milieux populaires catholiques afin de préserver un mode de vie, une culture et une organisation économique menacés par la modernisation économique et le nationalisme centralisateur. Une organisation secrète royaliste aurait su canaliser et manipuler la protestation populaire de 1789 à 1815. Une interprétation similaire, à quelques nuances près, dans Brian Fitzpatrick, *Catholic Royalism in the Department of the Gard. 1814-1852*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

18. Gwynne Lewis, *The Second Vendée...*, met en avant les premiers affrontements de la Révolution ; ce sont souvent les contre-révolutionnaires de 1789 ou leurs descendants qui se signalent en 1815. Quant à Valérie Sottocasa, dans son étude qui n'inclut qu'une partie du Gard (les Cévennes protestantes), elle souligne le poids de la mémoire des guerres de religion, Valérie Sottocasa, *Mémoires affrontées...*, ouv. cité, p. 275 et suiv.

UN CONTEXTE PROPICE AUX RUMEURS

La situation géographique du Gard favorise la diffusion de fausses nouvelles. Ce département périphérique ne reçoit les informations de Paris qu'après un délai de quatre ¹⁹, voire sept jours lorsque les voies habituelles de communication sont perturbées. Or, les effets cumulés de la centralisation et des bouleversements politiques que connaît la France en 1814 et 1815 entraînent une très forte demande d'information, mal satisfaite par une offre réduite ou trop tardive. La supposée « vivacité méridionale » ²⁰ peut ainsi exercer activement son imagination. Le contexte rumoral se nourrit également des multiples tensions qui traversent alors le Gard. Elles résultent d'abord de clivages sociaux complexes. Ils opposent le monde rural au monde urbain, et à l'intérieur de ce dernier, le prolétariat nombreux, essentiellement textile, aux élites bourgeoises et nobles. Ces antagonismes de classe sont avivés par les difficultés économiques depuis la fin de l'Empire. Le Gard est particulièrement touché par la crise économique au printemps 1814, puis à nouveau lors des neuf premiers mois de l'année 1815 ²¹. Le chômage massif qui en résulte constitue un motif majeur de mécontentement, puissant stimulant à la propagation des faux bruits que les déplacements de travailleurs en quête d'emploi favorisent également. Mais la division religieuse est naturellement tout aussi essentielle. C'est le département français qui compte, et de très loin, le plus grand nombre de réformés, un peu plus de 100 000. Majoritaires dans les Cévennes gardoises au Nord-Ouest, la Gardonnenque entre Nîmes et Alès, et la plaine de la Vaunage à l'Ouest de Nîmes, totalement absents sur d'autres points, les calvinistes représentent au total un tiers de la population départementale, et l'on retrouve cette même proportion dans les plus importantes communes mixtes, la préfecture, Nîmes, 40 000 habitants, et Uzès, 6 000 habitants ²². Catholiques et protestants forment deux sociétés distinctes, qui ne se fréquentent guère, et nourrissent des griefs mutuels alimentés par un lourd héritage : guerres de religion des xvi^e et xvii^e siècles, révocation de l'Édit de Nantes et guerre des Camisards. La période révolutionnaire, particulièrement sanglante dans un département où près de 1 000

19. C'est le délai moyen d'arrivée des dépêches officielles dans la préfecture, Nîmes. Les villages éloignés des Cévennes patientent un à deux jours de plus.

20. Lettre du préfet du Gard au ministre de l'Intérieur, le 13 mai 1828, Arch. nat., F7 6742.

21. Michel Riou, « La Terreur blanche dans le département du Gard. Aspects économiques et sociaux », dans *Économie et société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours. Actes du colloque de Montpellier, 25 et 26 septembre 1976*, Montpellier, Imprimerie Déhan, 1978, p. 371-399. Le paroxysme des tensions coïncide avec la période des récoltes, particulièrement anxiogène comme l'a souligné Georges Lefebvre, *La Grande Peur...*, ouv. cité, p. 145 notamment.

22. Pour être plus précis, le recensement dénombre 334 164 habitants en 1820, et la population réformée se monte à 113 666 individus (34 % du total) ; à Nîmes, on compte 12 145 protestants sur 37 908 résidents (32 %) et à Uzès 1 983 religionnaires sur 5 684 habitants (35 %). Les proportions sont très légèrement inférieures (29 %) dans la sous-préfecture d'Alès où les violences restent marginales. Arch. dép. Gard (Archives départementales du Gard), 6M103.

personnes trouvèrent la mort pour des raisons politiques entre 1789 et 1799, loin d'avoir estompé le clivage religieux, l'a doublé d'un antagonisme politique, du moins dans un premier temps. De 1789 à 1793, l'opposition entre patriotes et contre-révolutionnaires recoupe très largement celle entre protestants et catholiques, et divers épisodes de violence voient s'affronter les deux communautés, à commencer par la célèbre Bagarre de Nîmes qui cause la mort de plus de 200 catholiques en 1790. L'épisode du fédéralisme a par la suite dissocié engagement politique et appartenance confessionnelle, mais les deux communautés religieuses ont continué de se défier l'une de l'autre, comme en témoignent notamment les discussions sur les processions de la Fête-Dieu sous l'Empire.

Or, ces diverses tensions s'expriment souvent dans l'espace public, en raison de ce « tempérament méditerranéen », ou plutôt de cette sociabilité méridionale qui surprend les fonctionnaires septentrionaux. À leurs yeux, le département, et plus généralement le Bas-Languedoc semble toujours au bord de l'explosion : « La législation du soleil est la première de toutes et le calme du Midi ressemble presque à la colère du Nord »²³. La tendance à vivre au grand air est l'une des caractéristiques de cette sociabilité. Divers accusés avancent en guise d'alibi le fait qu'ils prenaient le frais avec des amis dans la rue, au moment de telle ou telle exaction à laquelle ils n'étaient nullement mêlés²⁴. Rumeurs et violences de 1815 ne seraient ainsi qu'une manifestation extrême des tendances profondes d'une sociabilité méridionale caractérisée par une exubérance politique tapageuse dans les lieux de loisirs, comme la Promenade à Nîmes²⁵ ou dans les cafés ouverts aux classes populaires et très fortement politisés, comme ceux qui prennent *L'Île d'Elbe* pour enseigne sous la première Restauration. Les discussions fournissent l'occasion de tenir à voix haute les propos les plus provocants, de se vanter de divers excès que l'on aurait commis. C'est tout particulièrement le cas en 1815. Accusé d'avoir assassiné les deux femmes Aurès – une sexagénaire et sa fille – et d'avoir publiquement exhibé son sabre encore rougi par leur sang, un cultivateur se justifie ainsi :

« Il est possible que j'aie tenu quelques mauvais propos je ne m'en rappelle pas parce que j'étois un peu dans le vin [...]. Il est également possible que j'aie

23. Préfet de l'Hérault, le 1^{er} mars 1818, cité par Gérard Cholvy, *Le cardinal de Cabrières (1830-1921)*, Paris, Cerf, 2007, p. 178.

24. C'est le cas de Rol, Interrogatoire du 4 avril 1817, Arch. dép. Drôme (Archives départementales de la Drôme), 4U22. La même explication est avancée par Boissin, Interrogatoire du 27 septembre 1816, Arch. nat., BB3 154.

25. Les deux sexes s'y provoquent volontiers. Déplorant des violences à l'encontre de jeunes femmes royalistes lors des Cent-Jours, un auteur ultra signale ingénument qu'elles portaient des rubans blancs ou verts – couleur du comte d'Artois. Il rapporte les mêmes incidents à Uzès, Adolphe de Pontécoulant, *Histoire des révolutions de Nîmes et d'Uzès, suivie de toutes les pièces justificatives; dédiée à Messieurs les députés*, Paris, Dentu, 1820, p. 142 et 214.

sorti mon sabre du fourreau et que je l'aie fait voir, mais [...] si on y a vu quelque chose de rougeâtre, ce devoit être de la rouille » ²⁶.

L'excitation qu'engendre cette sociabilité, parfois accentuée par les effets de l'alcool, contribue à nourrir les vantardises et à diffuser les rumeurs au sein d'un groupe, ce qui suscite régulièrement l'inquiétude du camp adverse, lorsqu'il surprend certaines conversations ²⁷. Si la sociabilité méridionale contribue à expliquer la propagation des rumeurs et le basculement dans la violence en 1815, il ne faut pas négliger l'importance de l'analphabétisme, qui prédispose sans doute les milieux populaires à une plus grande crédulité. Certains dossiers judiciaires en témoignent ²⁸ et un envoyé de Decazes note que « sur aucun point de la France on ne peut trouver moins d'instruction que dans le Gard ; on remarque, avec peine, le degré d'ignorance où sont plongées même les classes élevées » ²⁹.

GENÈSE D'UN CYCLE RUMORAL DE 1814 AUX CENT-JOURS

Dès la première Restauration, de vives tensions apparaissent, qui renouent avec les clivages révolutionnaires. Selon Chateaubriand, « le temps partait de son repos : ses ailes avaient été ployées, sa fuite suspendue depuis 1792. [...] Les excès de la Terreur, le despotisme de Bonaparte, avaient fait rebrousser les idées ; mais, sitôt que les obstacles qu'on leur avait opposés furent détruits, elles affluèrent dans le lit qu'elles devaient à la fois suivre et creuser » ³⁰. Dans le Gard, cela engendre une bipolarisation progressive : les contre-révolutionnaires, tenants de la société traditionnelle, s'opposent aux adeptes des changements issus de la Révolution. L'appellation de « royalistes », revendiquée et parfois employée par leurs adversaires, ne pose guère de problème pour le premier camp dont le noyau dur est structuré dès les débuts de la Restauration ³¹. Quant à leurs adversaires, dont l'homogénéité politique se construit progressivement au cours de cette période ; ils s'affirment royalistes constitutionnels sous les deux Restaurations, bonapartistes lors des Cent-Jours, et

26. Interrogatoire de Jean-Pierre Comy, le 26 août 1816, Arch. dép. Drôme, 4U22.

27. Ayant surpris des propos tenus par un attroupement en pleine rue, Pierre Lavie aurait prévenu et sauvé la vie d'un certain Louis Bigot, selon une déposition du 15 février 1816, Arch. dép. Drôme, 4U22. Le témoignage de Pierre Lavie, ultérieurement condamné comme chef de bande royaliste, est néanmoins suspect.

28. Lors de l'instruction du double meurtre des femmes Aurès, treize des 28 témoins auditionnés signent leur déposition (46 %), et trois des sept suspects (43 %), Arch. dép. Drôme, 4U22. Le meneur présumé, Pierre Rol dit l'officier, est un travailleur de terre analphabète ; dossier Rol, Arch. dép. Drôme, 4U22.

29. Lettre de Savagnes à Decazes, le 1^{er} avril 1817, Arch. nat., F7 9051.

30. François-René de Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Bordas, 1992, tome 3, p. 533.

31. Cette appellation peut toutefois poser problème à leurs opposants, car elle fait de ces derniers des adversaires du régime. Le terme plus approprié d'ultraroyalistes n'apparaît qu'ultérieurement.

c'est sans doute l'étiquette anachronique de « libéraux » qui désigne le mieux ces tenants d'un régime de liberté, parmi lesquels se rangent progressivement bon gré mal gré la quasi-totalité des protestants, du fait des provocations adverses.

Dès le 27 mai 1814, l'élite royaliste demande à Louis XVIII de régner sans constitution – ce qui abrogerait l'article de la Charte sur la liberté religieuse – et de rétablir l'ordre des jésuites qui symbolise la Contre-Révolution ³². En outre, en partie sous l'influence des notables royalistes, la « populace » multiplie les manifestations antiprotestantes. Au début du mois de juin, elle se regroupe tous les soirs et vocifère des « chansons [qui] ne parlent que de mettre les entrailles des protestants au regard et autres gentilleses de ce genre » ³³. On accuse par ailleurs les protestants d'accaparer les emplois publics – ce qui est faux ou à tout le moins très exagéré.

Les rumeurs d'une « nouvelle Saint-Barthélemy » ³⁴ se répandent alors parmi les réformés. D'autres bruits sans tonalité religieuse marquée circulent dans le Gard comme dans le reste de la France ; ils prophétisent le retour de l'Empereur ³⁵ ou annoncent « qu'on allait reprendre tous les biens nationaux de quelque origine qu'ils fussent, rétablir la féodalité, créer de nouveau les dîmes » ³⁶. Après un premier pic rumoral au printemps 1814, les mêmes bruits reprennent de la vigueur au début de l'année 1815 ³⁷, avant et après un changement de régime qu'ils justifient. On affirme ainsi que « les royalistes devaient faire sauter 4 500 têtes » ³⁸ si le retour de Napoléon n'avait fait échouer ce plan.

Côté royaliste, les rumeurs prolifèrent à partir du retour de l'île d'Elbe. Il s'agit de « rumeurs d'agression » ³⁹ stigmatisant les protestants. Elles portent essentiellement sur les atrocités subies par les volontaires royaux, les miquelets, qui avaient accompagné le duc d'Angoulême à la fin du mois de mars 1815, lorsqu'il tenta de résister au rétablissement de l'Empire. Après la capitulation du 8 avril 1815, et alors que le Gard s'est entre-temps rallié à

32. Lettre du ministre de l'Intérieur au Préfet du Gard, le 25 février 1815, Arch. dép. Gard, 1M518.

33. Lettre anonyme de Nîmes du 5 juin 1814, Arch. dép. Gard, 1M298.

34. Lettre du consistoire protestant d'Anduze au ministre de l'Intérieur, le 8 novembre 1815, Arch. nat., F7 9657.

35. Les militaires les propagent tout particulièrement. Un soldat évoque Louis XVIII en ces termes : « Ce gros couyon, avant deux mois nous en ferons comme de son frère, Bonaparte n'est pas mort, il viendra bientôt et le culbutera », Procès-verbal du commissaire Paulin, le 28 juin 1814, Arch. dép. Gard, 1M298.

36. René de Bernis, *Précis de ce qui s'est passé en 1815, dans les départements du Gard et de la Lozère, et RÉFUTATION de plusieurs des pamphlets qui ont défigurés ces événements*, Paris, Michaud, 1818, p. 14. Rapport du sous-préfet de Nîmes, en date du 1^{er} juin 1815, Arch. dép. Gard, 1M302. Les sources ne nous permettent malheureusement pas de savoir dans quel public ces rumeurs se propagent.

37. Daniel Robert, *Les Églises réformées...*, ouv. cité, p. 272, distingue le premier pic rumoral, spontané, du second, lié à la propagande bonapartiste. Sans nier cette dernière, il semble cependant que les difficultés de l'économie gardoise et celles de la Restauration soient des facteurs d'explication au moins aussi importants.

38. Lettre signée par « Trois habitants de Ganges », Arch. nat., le 11 décembre 1815, BB3 154.

39. Michel-Louis Rouquette, *Les rumeurs...*, ouv. cité, p. 62.

Napoléon sous l'impulsion de l'armée, les volontaires regagnent leurs foyers. Le chemin du retour est émaillé d'incidents.

Lors de la traversée du Rhône à Pont-Saint-Esprit, les troupes impériales en désarmement, dépouillent et malmènent quelques-uns ⁴⁰. Les rumeurs à ce sujet occasionnent dès la fin avril des troubles à Saint-Gilles, où une trentaine d'individus blessent sérieusement un officier, croyant « reconnaître en lui un des militaires par lesquels ils prétendaient avoir été spoliés et maltraités au Saint-Esprit » ⁴¹. Les premiers bruits relatifs au massacre de Pont-Saint-Esprit avaient commencé à circuler alors que le Gard était encore soumis à l'autorité royale. Un partisan de l'empereur, André, déclara ainsi lors du départ des miquelets : « quand ils seront au Saint-Esprit, on les f... dans l'eau » ⁴². De tels propos ont pu contribuer à exciter les esprits lors du retour effectif des volontaires, trois semaines plus tard, et leur caractère apparemment prophétique nourrit ultérieurement le mythe du complot adverse.

Les incidents les plus graves éclatent lors de la traversée des communes protestantes de la Gardonnenque. Les habitants sont d'autant plus inquiets qu'on rapporte à tort « que les Militaires Royaux [...] voloient, pilloient et commettoient toutes sortes de dégâts » ⁴³. Souvent insultés et dépouillés, les miquelets sont parfois molestés, notamment dans la commune d'Arpaillargues ⁴⁴, et prennent la fuite en ordre dispersé ⁴⁵. Les rumeurs ultérieures parlent de carnage et la « voix publique » porte jusqu'à deux cents le nombre des morts ⁴⁶. À l'échelle locale, certains individus sont nommément accusés d'exactions diverses, comme l'officier précédemment évoqué. Par la suite, l'obligation faite aux miquelets de rejoindre l'armée en pousse un grand

40. Les faits se limitent à une bousculade qui n'a d'autres conséquences qu'une jambe cassée, selon le libéral P.-J. Lauze de Peret, *Éclaircissements historiques en réponse aux calomnies dont les protestants du Gard sont l'objet et Précis des agitations et des troubles de ce département depuis 1790 jusqu'à nos jours*, Paris, Poulet, 1818, p. 85. Les récits ultras ultérieurs limitent d'ailleurs la portée des incidents : dans un dénombrement nominatif, et sans doute plus qu'exhaustif de toutes les victimes des Cent-Jours, Adolphe de Pontécoulant identifie un seul mort, et aucun blessé lors de la traversée du Rhône, Adolphe de Pontécoulant, *Histoire des révolutions de Nîmes...*, ouv. cité, p. 284-90.

41. Rapport du procureur général Cavalier, le 16 mai 1815, et déposition de Jean Ramade, le 8 mai, qui a entendu un des agresseurs s'écrier « il a tué mon père, je veux le tuer à son tour ». Arch. nat., BB3 154.

42. Procès-verbal des commissaires de police de Nîmes, le 20 mars 1815, Arch. dép. Gard, 1M302. Notons que cet André, apparemment catholique, est violemment anticlérical.

43. Ordonnance de prise de corps du 18 janvier 1816, Arch. dép. Gard, 3U4/1.

44. Les enquêtes approfondies menées sous la seconde Restauration, qui ne visaient certes pas à minimiser les incidents, n'ont pu identifier que deux morts à Arpaillargues ; elles suggèrent par ailleurs que dans un climat de peur réciproque, les responsabilités étaient partagées. Voir Arch. dép. Gard, 3U4/1 ; *Exposé des crimes et attentats commis par les assassins de la commune d'Arpaillargues, dans la journée du 11 avril 1815, contre les volontaires-royaux composant l'Armée de SAR Mgr le duc d'Angoulême ; Avec l'arrêt rendu contre eux par la Cour d'Assises du Gard*, Avignon, Seguin aîné, 1816. Adolphe de Pontécoulant arrive au total de neuf morts lors du retour des miquelets, dont trois à Arpaillargues, Adolphe de Pontécoulant, *Histoire des révolutions de Nîmes...*, ouv. cité, p. 284-90.

45. D'où la disparition, souvent momentanée, d'individus qu'on croit décédés (procès-verbal du maire d'Alès, le 12 avril 1815, Arch. dép. Gard, 1M301).

46. *Mémoires, rapports et autres pièces concernant les troubles du Midi, et particulièrement ceux du département du Gard, en juillet et août 1815*, Paris, Michaud, 1815, p. 16.

nombre ⁴⁷ à «errer dans les bois» ou à se cacher dans d'autres communes. Ils deviennent ainsi des transmetteurs particulièrement impliqués et donc efficaces dans la diffusion de ces rumeurs. Le peuple royaliste est également agité par des prophéties annonçant de prochains massacres. À Sommières, le 5 mai «au soir, les malveillants semèrent le bruit absurde qu'une force armée de la Vaunage [pays protestant] devait se porter sur cette ville et y assassiner les royalistes». Une bonne partie de la population reste sur la place publique tout au long de la nuit. Des «rumeurs de désir» se diffusent également. Dans la ville de Saint-Gilles au mois d'avril court le bruit de l'arrivée «à Nîmes [d'un] courrier portant une cocarde blanche, ayant huit fleurs de lys à sa voiture, et suivi d'une foule immense de peuple aux cris de vive le Roi» ⁴⁸. Au même moment, autour de Saint-Ambroix se répand la nouvelle de l'assassinat de Napoléon ⁴⁹. La diffusion de ces bruits a été favorisée par l'action des élites royalistes. Présentes dans tout le département, elles ont des contacts avec le duc d'Angoulême réfugié en Espagne et diffusent des libelles ou de fausses proclamations, comme celle attribuée à l'Empereur de Russie qui circule à Crespian au mois de mai ⁵⁰.

Tout ceci contribue à entretenir des contre-rumeurs adverses. Un incident signalé en juin 1815 est vraisemblablement à mettre au compte de ces faux bruits : «Almera instituteur primaire [...] a eu l'atrocité d'imprimer après l'avoir fait rougir au feu un sceau à fleur de lys sur le bras de dix à douze de ses élèves» ⁵¹. C'est la première apparition d'une des descriptions symbolisant la Terreur blanche nîmoise : le marquage de corps innocents avec la fleur de lys royale, ancien stigmaté des condamnés.

Les autorités impériales parviennent cependant à limiter les incidents, la nouvelle de la défaite de Waterloo et de l'abdication de Napoléon entraîne une nouvelle prolifération de rumeurs et déchaîne cette fois-ci la violence en actes.

L'EXPLOSION DE LA VIOLENCE : LA TERREUR DE 1815

La seconde Restauration s'affirme progressivement dans le Gard. Les autorités royales provisoires, dirigées par les commissaires extraordinaires du duc d'Angoulême, prennent le contrôle de Beaucaire dès la fin du mois de juin mais n'arrivent à Nîmes, dernier bastion bonapartiste, que le 18 juillet.

47. Près de 2000, selon le préfet du Gard, le baron Ruggieri, le 30 mai 1815, et le 9 juin 1815, Arch. dép. Gard, 1M109. Les autorités répliquent par l'envoi de garnisaires, souvent protestants. Le sous-préfet d'Alès juge la mesure efficace, le 17 juin 1815 (Arch. dép. Gard, 1M301), mais elle ne manque pas d'accroître les tensions.

48. Rapport du procureur général au ministre de la Justice, 16 mai 1815, Arch. nat., BB3 154.

49. Lettre du ministre de la police générale au préfet, le 24 mai 1815, Arch. dép. Gard, 1M519.

50. Lettre du maire de Crespian au sous-préfet de Nîmes, le 7 mai 1815, Arch. dép. Gard, 1M520.

51. Lettre du préfet du Gard aux sous-préfets, le 17 juin 1815, Arch. dép. Gard, 1M109.

Les passions ont été surexcitées par la coexistence durant trois semaines de deux pouvoirs rivaux disposant chacun de troupes – même si les deux camps ne s'affrontent pas militairement. Des communes sont ainsi temporairement désertées par leurs habitants à la nouvelle de l'arrivée de troupes vengeresses de l'un ou l'autre parti ⁵². Une panique collective se répand, signalée par le maire de Saint-Gilles : « on fait circuler les bruits les plus mensongers et les plus ridicules. Une espèce de terreur règne [...] ; chaque commune tremble de crainte devant une autre commune voisine » ⁵³.

Le ralliement de l'ensemble du Gard au drapeau blanc ne diminue nullement les tensions. Les rumeurs sur le sort des volontaires royaux ouvrent en effet un cycle vindicatoire et deviennent les éléments moteurs de certains massacres commis par les royalistes à Nîmes et à Uzès. La quasi-totalité des individus impliqués dans les exactions, à commencer par le célèbre Trestaillon, sont d'anciens miquelets et la plupart des expéditions organisées au cours des mois suivants contre divers individus se justifient en avançant la « réputation » de leurs victimes. Les fréquentes extorsions de fonds sont elles-mêmes présentées comme des sortes de réparations ⁵⁴. Certains massacres populaires ⁵⁵ débutent par de telles affirmations – ainsi à Uzès. Non seulement les rumeurs jouent un rôle dans le climat général qui motive ces rassemblements, mais elles paraissent tenir une place centrale lors du passage à l'acte. À Nîmes, le massacre des troupes de ligne désarmées, le 17 juillet, débute par des cris rappelant allusivement le sort des volontaires royaux ⁵⁶. Dans la même ville, l'assassinat des femmes Aurès, le 20 août, est encore plus parlant. Après qu'une foule de quelque deux cents personnes a investi le domicile des deux femmes, à la recherche de leurs époux et frères en fuite, la situation semble s'apaiser. Une simple accusation, que la foule ne peut vérifier, débouche alors sur le double meurtre. « Un particulier [...] dit que la veuve Bosc étoit la plus grande Brigande de Bouillargues, qu'elle avait

52. Le maire de Générac au préfet Ruggieri (bonapartiste), le 28 juin 1815, Arch. dép. Gard, 1M520.

53. Le maire de Saint-Gilles au préfet Ruggieri, le 2 juillet 1815, Arch. dép. Gard, 1M520.

54. On distingue deux types d'expéditions : celles qui s'en prennent à des individus, généralement issus des classes populaires, et qui s'achèvent fréquemment par le meurtre, et celles qui visent les riches demeures protestantes, qui se bornent généralement à des extorsions de fonds, du pillage et des dévastations. L'opposition n'est naturellement pas radicale : les premières expéditions s'accompagnent aussi du vol du peu de chose qu'on peut trouver alors que les secondes s'accompagnent parfois de violences.

55. Opposant les crimes commis par des bandes organisées et les massacres populaires, Alain Corbin exclut la Terreur blanche de son analyse des massacres, Alain Corbin, « Douleurs, souffrances et misères du corps », dans Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello [dir.], *Histoire du corps*, tome 2, *De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 215-220. L'exécution de six détenus de la prison d'Uzès au milieu d'une foule considérable et enthousiaste semble pourtant conforme au modèle ancien qu'il évoque. Rapport du sous-préfet d'Uzès, le 16 août 1815, Arch. dép. Gard, 1M522.

56. Les exactions débutent après qu'une « voix sinistre [...] crie Et nous aussi nous avons capitulé à la palud ». « Capitulation générale des Casernes » par le chef d'escadron Layre, Arch. nat., BB3 154. La veille, les troupes ont résisté à l'attaque d'une « populace » royaliste et tué quatre à six personnes. Il y a plusieurs dizaines de victimes parmi les soldats évacuant la ville.

vendu à différentes époques les Mikellets [sic] »⁵⁷, et les deux femmes sont immédiatement massacrées.

De leur côté, les autorités royales tentent, sans grand succès, de prouver les atrocités subies par les volontaires royaux. Dès le 21 juillet, le commissaire général de police Vidal enquête sur un individu accusé d'avoir « été du nombre de ceux qui ont tué et jeté plusieurs miquelets dans un puits ». Mais le témoin le plus positif se contente de rapporter la rumeur, « sans cependant pouvoir lui-même affirmer la vérité du fait ni même pouvoir désigner personne pour en déposer »⁵⁸. L'absence du moindre élément probant n'empêche pas le *Journal officiel du Gard* d'évoquer le 12 août « les malheureux miquelets outragés, pillés, assassinés et précipités dans le Rhône, *après leur avoir coupé les mains lorsqu'ils s'attachaient au parapet* du pont Saint-Esprit »⁵⁹.

Dans le même temps, des bandes royalistes parcourent et pillent les campagnes. Pour se protéger, les communes protestantes s'organisent militairement. Leurs craintes sont par ailleurs avivées par l'afflux de réfugiés⁶⁰, plusieurs milliers d'individus, venus principalement de Nîmes et d'Uzès. Ayant vécu calfeutrés chez eux jusqu'à leur départ, ils ont une vision très parcellaire du présent et croient à un massacre systématique. Leurs récits insistent sur les tortures infligées aux femmes, notamment à l'aide d'un « battoir royal »⁶¹. Cette exagération est dénoncée par le sous-préfet royaliste d'Alès : « Les fédérés de Nîmes [...] affirmaient [que les royalistes] mettoient tout à feu et à sang. [...] Depuis longtemps l'on s'efforçoit de persuader [le peuple] que le massacre des Protestants étoit résolu »⁶². Dans un tel climat, les fréquentes fausses alarmes engendrent divers rassemblements armés des habitants des zones protestantes, prévenus par la générale, le tocsin ou des feux

57. Déposition de Suzanne Bigot, le 6 février 1816, Arch. dép. Drôme, 4U22.

58. Procès-verbal dressé par le commissaire général de police, le 21 juillet 1815, Arch. dép. Gard, 1M536. Les multiples atrocités subies par les miquelets ne sont plus dès lors des rumeurs d'après notre définition initiale, puisqu'elles ont été officiellement reconnues.

59. Le journal aurait été distribué à la « multitude », P.-J. Lauze de Peret, *Éclaircissements historiques...*, ouv. cité, p. 75.

60. Certains fuient au-delà du département. Ils sont encore en nombre important à Lyon fin décembre. Rapport du Procureur général de Lyon au ministre de la justice, le 2 janvier 1816, Arch. nat., BB3 154.

61. Un battoir armé de clous aigus, en forme de fleurs de lys, dont on aurait battu le postérieur des femmes. Ces sévices sont attestés par des témoins libéraux. Une seule source officielle évoque l'épisode, un rapport du procureur général Cavalier le 23 octobre 1815 parle de « la flagellation sanglante de femmes, mises à nues dans les rues », Arch. nat., BB3 154. Par la suite, les auteurs royalistes nieront ces violences. Comme divers excès de 1815, elles s'inscrivent en tout cas dans une tradition méridionale issue de la Révolution et de la première Terreur blanche. Stephen Clay cite ainsi le cas d'Arlésiennes promenées sur des ânes à travers la ville en 1792 « tout en étant fouettées et maltraitées », « Les réactions du Midi : conflits, continuités et violences », *Annales historiques de la Révolution française*, 2006, n° 3, p. 55-91. Des violences publiques contre les femmes ont également eu lieu à Saint-Affrique en juillet 1791, Valérie Sottocasa, « La garde nationale, enjeu politique et religieux dans le Midi de la frontière confessionnelle », dans Serge Bianchi et Roger Dupuy [dir.], *La Garde nationale entre nation et peuple en armes. Mythes et réalités, 1789-1871*, Rennes, PUR, 2006, p. 213.

62. Lettre du sous-préfet d'Alès au ministre de la Police, le 19 novembre 1816, Arch. dép. Gard, 1M17.

dans les collines ⁶³, et rapidement des rumeurs évoquent un nouveau retour de l'Empereur ⁶⁴.

Côté royaliste, cela contribue à accréditer un bruit largement répandu jusqu'à la fin du mois d'août 1815 : les « révolutionnaires » prépareraient un soulèvement dans les Cévennes. Le préfet du Gard, le 27 août, évoque ainsi le « vaste complot qui allait faire du Nord du département une Vendée prétendue patriotique » ⁶⁵. Ces craintes sont partagées par les classes populaires mais aussi les élites royalistes, qui envoient à plusieurs reprises les troupes royales disperser des regroupements imaginaires.

Des deux côtés, les peurs réciproques alimentent la rumeur d'un complot adverse ⁶⁶. Elles débouchent sur des affrontements meurtriers. Le 24 août, près de Ners, l'armée royale, composée pour l'essentiel de miquelets indisciplinés et avides de vengeance, se heurte à quelque mille protestants rassemblés pour faire face aux pillleurs. Les soldats se retirent après quelques incidents obscurs qui font deux morts, mais le lendemain l'armée autrichienne qui vient d'arriver dans le Gard écrase les « rebelles », et en tue plusieurs dizaines. Par la suite, la violence recule fortement, même si des troubles éclatent ponctuellement ici ou là ; les plus sanglants ont lieu à Nîmes le 16 octobre. Le 18 août, l'installation à la préfecture du marquis d'Arbaud-Jouques, nommé par le roi, s'inscrit dans cette logique de retour à l'ordre. Il consacre la victoire des royalistes exaltés. Comptant sur la rigueur pour calmer les protestants, le nouveau préfet fait preuve de compréhension envers les royalistes. Il dément les rumeurs menaçantes que continuent de colporter ces derniers, mais accrédite les bruits sur le sort des miquelets, précisant seulement que c'est à la justice de sévir ⁶⁷.

Une dernière émeute significative a encore lieu le 12 novembre 1815 à Nîmes, lors de la réouverture d'un des temples protestants fermés depuis la mi-juillet. Les réformés sont assaillis par une foule qui croit que le bâtiment regorge d'armes et de « dépôts de toute espèce » ⁶⁸. Le général Lagarde, qui tente de rétablir l'ordre, est grièvement blessé par un émeutier. Le gouverne-

63. Préfet du Gard à Cord, commissaire pacificateur de la Vaunage, chargé du désarmement, le 12 août 1815, Arch. dép. Gard, 1M109.

64. Procès-verbal du maire de Saint-Laurent d'Aigouze, le 25 septembre 1815, Arch. dép. Gard, 1M522. Des bruits analogues se répandent dans d'autres localités du Gard et dans le reste du pays, François Ploux, *De bouche à oreille...*, ouv. cité, p. 48.

65. Lettre du préfet d'Arbaud-Jouques au maire d'Anduze, le 27 août 1815, Arch. dép. Gard, 1M109. Un juge de paix demande à l'adjudant Lefevre, le 23 juillet, si le général Gilly lui avait fait part « de ses plans de rébellion » et de projets précis menaçant « la sûreté de la ville de Nîmes et la vie de ses habitants », Arch. dép. Gard, 1M535. Une lettre anonyme envoyée de Nîmes le 26 août affirme que « les fidèles serviteurs du roi allaient être victimes d'une conspiration locale », Arch. nat., F7 9657.

66. Selon Philippe Aldrin, un groupe visé par une rumeur a tendance à produire des contre-rumeurs qui intègrent la rumeur qui le vise « dans un récit mettant au jour les agents du complot et leurs motivations », Philippe Aldrin, *Sociologie politique...*, ouv. cité, p. 34.

67. L'adresse du 20 août dénonce les « terreurs chimériques [...] absurdes » que des « agitateurs inconnus » inspirent à la population royaliste, ajoutant que Napoléon est détenu par les Anglais et que les puissances étrangères ne reconnaissent pas son fils, Arch. nat., F7 9657.

68. Adolphe de Pontécoulant, *Histoire des révolutions de Nîmes...*, ouv. cité, p. 159.

ment réagit vigoureusement et l'envoi de troupes nombreuses met alors un terme aux exactions. Si des rumeurs multiples continuent à circuler, dans un pays où « l'imagination est active à se créer des fantômes »⁶⁹, elles n'ont plus guère d'incidence sur l'ordre public.

Il reste maintenant à se demander pourquoi tant de rumeurs ont circulé au cours de l'année 1815 dans le Gard. Le rôle du complot contre-révolutionnaire est avéré, nous en avons signalé quelques aspects. On ne peut donc que rappeler que les élites royalistes, structurées par une association occulte liée aux Chevaliers de la Foi, ont cherché par tous les moyens à déstabiliser le régime lors des Cent-Jours, puis qu'elles ont laissé dégénérer la situation en juillet et en août, et tout fait pour mobiliser les passions et les craintes collectives, à la fois par peur d'une réaction « révolutionnaire », par incapacité, et pour accaparer les postes de pouvoir dans le département. Toutefois, si certains leaders royalistes – tel le commissaire général Vidal – ont encouragé voire ordonné certaines exactions, dans l'ensemble leur maîtrise de la situation paraît limitée. En effet, le Gard connaît du retour de l'île d'Elbe à la fin du mois d'août 1815 une sorte de vacance du pouvoir, croissante du fait d'épurations successives⁷⁰ qui débouchent sur le renouvellement incessant d'autorités à la légitimité contestée et aux moyens réduits. Les nouvelles forces de l'ordre sont pour l'essentiel composées d'agitateurs royalistes, qui s'opposent avec véhémence à leurs chefs lorsqu'ils veulent obtenir le retour à l'ordre⁷¹, lequel n'est garanti que par la présence massive de forces militaires étrangères au département. On comprend ainsi que, redoutant l'affrontement dans les mois précédents, les chefs royalistes en aient été souvent réduits à couvrir des « vengeances » qu'ils trouvent eux-mêmes excessives, et qui ne peuvent s'expliquer que par un contexte rumoral incontrôlable. On se trouve en effet en présence d'une « panique morale [qui] n'est pas, par définition, une création consciente d'activistes, car c'est un affolement caractérisé par l'*inquiétude* (fort sentiment collectif d'inquiétude), l'*hostilité* (désignation d'un groupe d'ennemis), le *consensus* (dans le groupe saisi par la panique) la *disproportionnalité* (la peur est sans commune mesure par rapport à l'événement) »⁷².

Les effets de miroir qui existent entre les bruits circulant dans l'un et l'autre camp excluent toute origine unilatérale et manipulateur. Une rumeur d'espoir des uns devient souvent un bruit alarmant chez les autres, et les altérations successives, les amplifications que connaît le message dans une

69. Rapport du procureur général au ministre de la Justice, le 9 mars 1819, Arch. nat., BB18 1048.

70. La France dans son ensemble a connu deux « opérations-châtiments éclatantes » en 1815 selon Jean Tulard, « Les épurations administratives en France de 1800 à 1830 », dans Jean Tulard et alii, *Les épurations administratives XIXe et XXe siècles*, Genève, Droz, 1977, p. 49-61.

71. Le nouveau maire de Nîmes s'oppose ainsi violemment à un des leaders populaires. Pour plus de détails, voir Michel Riou, « La Terreur blanche... », art. cité, p. 395 et suiv.

72. Philippe Aldrin, *Sociologie politique...*, ouv. cité, p. 171.

population nourrissent les mêmes évolutions de l'autre côté. Ce phénomène d'engendrement mutuel débute sous la première Restauration, il est vrai à partir de provocations royalistes, et ne cesse de prendre de l'ampleur lors des changements de régimes ultérieurs, particulièrement troublés dans le département. Ces événements locaux engendrent des rumeurs qui amplifient fortement la réalité, surtout du côté royaliste, mais reposent sur quelques éléments concrets. Les rumeurs d'exactions contre les miquelets ont finalement permis de faire des violences antiprotestantes ⁷³ une forme de justice populaire.

Tout au long de cette période, le climat de peur réciproque qui favorise les faux bruits est attisé par l'actualité et les commémorations : les troubles particulièrement graves à Nîmes du 19 au 21 août, suivis trois jours plus tard par les affrontements de Ners ⁷⁴, et par le massacre de six protestants à Uzès, ont lieu dans une effervescence nourrie par la tenue des élections et par deux dates symboliques, la Saint-Louis le 25 août, précédée la veille par la Saint-Barthélemy ⁷⁵. Cette dernière date amène à s'interroger sur l'impact de la mémoire régionale sur les rumeurs. Ces dernières ne font guère référence aux épisodes locaux des guerres de religion ou de la Révolution. Les libéraux sont stigmatisés comme protestants, comme bonapartistes, et beaucoup plus rarement comme « révolutionnaires », sans que l'on trouve trace d'allégations précises. Quant au passé plus reculé, il n'apparaît guère qu'à travers la désignation des protestants par le sobriquet injurieux de *grilleux*, évoquant leur sanglante entrée à Nîmes en 1567 par une grille sciée au pied des fortifications. L'origine de cette appellation est cependant perdue en 1815. Du côté libéral le ressentiment persistant contre l'Ancien Régime semble n'avoir aucun lien avec le particularisme local. On peut d'ailleurs remarquer que les seules références historiques de ces rumeurs – la Saint-Barthélemy côté protestant, la Vendée patriotique côté royaliste – sont étrangères à la région. Ces constats nous semblent conforter une remarque postérieure du sous-préfet d'Uzès : la « différence de religion n'est aujourd'hui qu'un prétexte ; [...] dans des temps plus reculés, elle fut la cause de tous les maux [...] ». Les progrès des lumières ont affaibli les motifs de discorde, à peine aujourd'hui sont-ils connus ; [...] mais la haine ne s'est jamais éteinte » ⁷⁶. Si elles perpétuent des schémas mentaux anciens, les rumeurs s'appuient presque uniquement sur le passé proche. Il faudrait cependant nuancer cette affirmation par le fait que

73. La rumeur visant le camp adverse « innocente *a priori* toute action que l'on pourra entreprendre » contre lui, selon Michel-Louis Rouquette, *Les rumeurs...*, ouv. cité, p. 60.

74. Des catholiques de l'armée royale et des protestants se font face le 24 août, un individu meurt dans des circonstances obscures et les catholiques se retirent. Le lendemain, les troupes autrichiennes dispersent les protestants, faisant sans doute plusieurs dizaines de morts. Diverses pièces essentielles sur cet épisode dans Daniel Robert, *Textes et documents relatifs à l'histoire des églises réformées en France (Période 1800-1830)*, Genève, Droz, 1962, p. 297-303.

75. À Uzès, on croit qu'un massacre général est prévu pour cette même date, d'où la fuite de nombreux protestants ; Adolphe de Pontécoulant, *Histoire des révolutions de Nîmes...*, ouv. cité, p. 247.

76. Rapport du sous-préfet d'Uzès, 1819, Arch. dép. Gard, 1M524.

nos sources ignorent les réputations locales, à l'intérieur d'un quartier ou d'une ville, qui ont pu figurer à l'arrière-plan de certains épisodes ⁷⁷.

Les conséquences meurtrières des faux bruits gardois contribuent à expliquer l'attention que les gouvernements portent aux rumeurs par la suite. Remarquons qu'au moment même où le gouvernement royal prend des mesures de rigueur afin de rétablir le calme dans le Gard, en novembre 1815, il fait adopter une loi sanctionnant lourdement les individus propageant des rumeurs, et notamment celles « tendant à alarmer les citoyens sur le maintien de l'autorité légitime et à ébranler leur fidélité » ⁷⁸. À défaut de mettre un terme à la circulation de nouvelles rumeurs, ces mesures limitent leurs répercussions sur l'ordre public par la suite. Dans le même temps, les souvenirs des événements gardois de 1815 se transforment en une sorte de mythologie diffusée par les pamphlets que nous avons eu l'occasion de signaler. Ils reprennent pour l'essentiel les structures narratives des rumeurs propagées par l'un ou l'autre camp, tout en s'efforçant de les faire coïncider avec des faits précis. Aux récits apologétiques des royalistes répondent les écrits accusatoires de leurs adversaires, souvent plus précis et s'appuyant davantage sur des faits authentiques, ce qui explique que leur version ait à terme prévalu. Plus que par les controverses sur le bilan de la Terreur blanche, les uns et les autres s'opposent par leur présentation manichéenne des événements : les royalistes se focalisent sur les Cent-Jours, période très largement négligée par leurs adversaires qui préfèrent rappeler l'héritage des persécutions religieuses que les royalistes négligent. Alors que les événements gardois quittent progressivement le devant de la scène politique nationale, ils continuent de peser lourdement sur la mémoire locale, alimentant de nouveaux troubles sanglants en 1830 ⁷⁹ et en 1848. Le pouvoir mortifère des rumeurs de 1815 a ainsi pu traverser les années, pour peu que le contexte national s'y prêtât.

*Pierre Triomphe est docteur en histoire
de l'Université de Montpellier III – Paul Valéry*

77. Le préfet d'Argout rapporte à Decazes le 12 avril 1818 un incident significatif : « Un dénommé Turqua qui en 1815 a assassiné un nommé Delbosc a été assez grièvement insulté par le frère de ce dernier. [...] Il faut savoir que Delbosc le père avait assassiné en 1790 le père de Turqua », Arch. nat., F7 9051.

78. François Ploux, *De bouche à oreille...*, ouv. cité, p. 48.

79. Émilien-Benoît-Daniel Frossard, *Événements de Nîmes depuis le 27 juillet jusqu'au 2 septembre 1830*, Nîmes, Bianquis-Gignoux, 1830 ; David H. Pinkney, *La Révolution de 1830 en France*, Paris, PUF, 1988.